

NOUVELLE-ZÉLANDE

Nouvelle-Zélande

CAPITALE : Wellington

SUPERFICIE : 270 534 km²

POPULATION : 3 653 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Elizabeth II, représentée par Michael Hardy Boys

CHEF DU GOUVERNEMENT : Jenny Shipley, remplacée par Helen Clark le 10 décembre

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : abolie

NOUVELLE-ZÉLANDE

La question des droits humains a figuré au cœur de nombreux débats, portant notamment sur l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation prévoyant de placer en détention les demandeurs d'asile, et sur la tenue dans le pays du sommet de l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC, Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique) en septembre, à une période pendant laquelle des voix se sont élevées en faveur d'une intervention des Nations unies au Timor oriental. Les élections de novembre se sont soldées par la désignation d'Helen Clark au poste de Premier ministre et la formation d'un gouvernement de coalition regroupant le *Labour Party* (Parti travailliste) et l'Alliance, rassemblement de partis de gauche, qui a succédé au gouvernement dominé par les conservateurs du *National Party* (Parti national).

Législation relative aux droits humains

Des modifications de la Loi de 1993 sur les droits humains ont pris effet en octobre. Elles accordent au gouvernement un délai allant jusqu'au mois de décembre 2001 pour aligner la législation et les pratiques politiques et administratives en vigueur sur des dispositions de la loi qui interdisent certaines formes de discrimination. Selon une déclaration, il s'agit d'« *assurer un délai suffisant pour examiner les questions complexes liées à l'application par le gouvernement de la Loi sur les droits humains* ». Aux termes du nouveau texte de loi, le ministre de la Justice est tenu, tous les six mois, d'informer le Parlement des progrès réalisés pour éliminer les principales disparités ainsi que des commentaires formulés à ce sujet par la Commission nationale des droits humains. Le gouvernement s'était engagé à assurer la conformité de toutes les nouvelles réglementations et mesures politiques avec les dispositions de la Loi sur les droits humains à compter du 1^{er} janvier 2000, sauf dérogation autorisée par la loi.

Réfugiés et demandeurs d'asile

En octobre, est entré en vigueur un arsenal complet de lois, de mesures politiques et de réglementations relatives aux réfugiés, autorisant le placement en détention illimitée de personnes, y compris de demandeurs d'asile, qui pénètrent sur le territoire néo-zélandais sans posséder de documents de voyage en règle.

✓ En septembre, au moins 12 demandeurs d'asile dépourvus de documents en règle ont été incarcérés, dans le cadre du dispositif de sécurité mis en place à l'occasion du sommet de l'APEC, qui s'est tenu à Auckland. La plupart d'entre eux n'ont été relâchés qu'en décembre, après avoir interjeté appel de leur maintien en détention devant la Haute Cour et le tribunal d'instance.

✓ Un groupe de 16 demandeurs d'asile, incarcérés plusieurs mois durant dans la prison de Mount Eden, à Auckland, se sont trouvés mêlés à des suspects de droit commun. Selon leur récit, ils ont été harcelés et agressés par leurs codétenus. Le gouvernement ayant refusé de leur accorder une mise en liberté conditionnelle, ils n'ont été relâchés qu'en décembre, quand la Haute Cour a ordonné au gouvernement de reconsidérer ce refus. Celui-ci a formé contre l'arrêt de la Haute Cour un recours qui demeurait en instance à la fin de l'année 1999.